



FEDERATION NATIONALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENVIRONNEMENT

263 rue de Paris – case 543 – 93515 Montreuil Cedex
tél. : 01 48 18 82 81 – Fax : 01 48 51 62 50 –
E mail : fd.equipement@cgt.fr - Site : www.equipement.cgt.fr

Appel de la Commission Exécutive Fédérale des 15 et 16 mars 2011

Dans tous les secteurs, les agents subissent de plein fouet les mesures RGPP ainsi que les conséquences de la décentralisation.

Les perspectives RH 2013 présentées par l'administration révèlent une volonté d'aller encore plus vite dans l'asphyxie des services par la baisse des moyens de fonctionnement (moins 20% en moyenne) et des effectifs (moins 5 800 ETP au ministère et moins 500 ETP à la DGAC d'ici à 2013).

Pour se faire tous les moyens sont bons : réorganisations et restructurations de services, fusions de corps, externalisations, privatisations de missions, transferts de personnels qui n'ont souvent aucune garantie sur le devenir de leurs missions, statuts, carrières et rémunérations. Ces bouleversements permanents impactent la santé psychique et physique des agents qui de plus en plus sont confrontés à une mobilité « forcée ».

L'Etat accentue son désengagement des missions de service public, y compris dans le domaine des contrôles de sécurité au risque de mettre en danger les personnes et les biens, les personnels et les usagers.

L'instruction du 6 janvier 2011 sur l'ARTT porte des reculs sociaux conséquents.

Les mesures catégorielles 2011 subordonnées aux suppressions de postes et l'individualisation des primes notamment par le projet de généralisation de la PFR sont loin de compenser la baisse du pouvoir d'achat. Dans le même temps on demande aux agents de scier la branche sur laquelle ils sont assis en remplissant l'outil de saisie des activités SALSA.

L'action sociale subit un gel de 4,1 millions d'euros pour 2011 et le patrimoine social immobilier est bradé (unités d'accueil).

Dans d'autres domaines, les choses avancent beaucoup moins vite. Le dossier pénibilité piétine. L'administration n'arrive pas à maîtriser les défaillances du système «REHUCIT» qui conduisent à la dégradation des missions RH à destination du personnel et des services (retards de paiement, d'avancement d'échelon...). Quant au dialogue social, celui-ci se réduit le plus souvent à un semblant de concertation !

Malgré ce déferlement, le renoncement et le repli sur soi ne sont pas à l'ordre du jour. Les personnels se mobilisent :

➤ **22 mars :**

- Manifestation unitaire à Paris des personnels de l'ONEMA, de l'ONCFS et des Parcs nationaux sur les métiers, les carrières ATE et TE, les salaires, le statut contractuels et les moyens de chaque établissement
- Journée d'action et de grève des contrôleurs des transports terrestres

➤ **23 mars :** AG/ CGT à Paris des services navigation dans la perspective d'une action nationale contre les transferts à VNF et aux Collectivités locales

➤ **09 avril :** Euro-manifestation à Budapest à l'appel de la CES

➤ **28 avril :** Journée confédérale d'action et de grève sur la reconnaissance de la pénibilité

➤ **18 et 19 mai :** Conférence fédérale CGT sur « *Le service public est à nous, si l'on s'en mêle !* »

La Fédération CGT Equipement-Environnement appelle toutes ses composantes à s'inscrire pleinement dans ces initiatives et rappelle l'urgence de la campagne de signature de la pétition unitaire fonction publique pour l'augmentation des salaires. Un niveau d'implication et de mobilisation élevé permettra l'organisation d'une action nationale d'ampleur avant l'été.